

MARCHE A PROCEDURE ADAPTE

HMN250003FRN

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET DE LA CONSULTATION :

Location de six automates de sérologie infectieuse, comprenant la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation du personnel, et la maintenance, destinés à équiper le Laboratoire d'Urgence et de Qualification des Organes, Tissus et Cellules destinés à la Greffe du Département Prévention-Diagnostic-Traitement des Infections des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, établissement de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

- PROCEDURE -

Consultation publiée au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics en application des articles L2123-1, R2123-1, R2112-6, R.2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique

Adresse d'accès aux documents de consultation et de remise des plis :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Date et heure limite de réception des candidatures et des offres : le 09/05/2025 à 12h00

Date limite des questions des candidats : le 29/04/2025 à 12h00

SECTION I - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor sont un groupement d'établissements publics de santé dépendant de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, soumis au respect du Code de la commande publique.

Nom ou raison sociale du pouvoir adjudicateur :

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor
Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)

Représentant du pouvoir adjudicateur :

M. Nicolas REVEL, Directeur Général de l'AP-HP
et par délégation Mme Edith BENMANSOUR, Directrice des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor

Adresse :

1 rue Gustave Eiffel

Code postal : 94010

Ville : CRETEIL

Pays France

Courriel :

andrianary.andriamanantsoa@aphp.fr

ilana.dahan@aphp.fr

karine.dumontier@aphp.fr

SECTION II – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA CONSULTATION

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location de six automates de sérologie infectieuse, comprenant la fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation du personnel, et la maintenance, destinés à équiper le Laboratoire d'Urgence et de Qualification des Organes, Tissus et Cellules destinés à la Greffe du Département Prévention-Diagnostic-Traitement des Infections des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, établissement de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

2. Quantités (fournitures et services)

Le Titulaire assure les prestations suivantes : Ces systèmes sont destinés à :

- La qualification virologique réglementaire des dons d'organes, cellules et tissus pour l'ensemble de la région Ile de France, la région Centre-Val de Loire, et ponctuellement une partie de la Normandie la nuit et les week-ends,
- Les urgences virologiques de l'AP- HP et d'établissements extérieurs (hépatites fulminantes ou aiguës sévères, AES (accidents d'exposition au sang), bilans sérologiques chez les parturientes non suivies,
- L'activité hospitalière des hôpitaux du groupe hospitalier Mondor
- Activité centralisée de sérologies bactériennes spécialisées pour l'ensemble de l'APHP

Compte tenu 1) de l'organisation et la nécessité de respecter les recommandations de l'ANSM (vérification par une seconde technique), 2) de l'évolution de l'épidémiologie des arboviroses dont les sérologies sont de plus en plus prescrites dans le contexte de la greffe, et 3) de la centralisation de sérologies bactériennes à Mondor pour l'APHP, six systèmes (4 lots) d'immuno-analyse pour la réalisation des sérologies virales/bactériennes et parasitologiques sont recherchés.

Pour la qualification des organes, les analyses doivent être déclenchées simultanément sur tous les automates, afin de respecter le délai de rendu des résultats qui est de 4h maximum.

Pour ce qui concerne l'activité spécifique de sécurisation des organes, tissus et cellules, des contrôles peuvent être nécessaires en cas de résultat limite ou équivoque, conformément aux algorithmes publiés par l'ANSM. De plus, quelle que soit la situation rencontrée (panne, rupture de stock de réactif etc...), les résultats des bilans pour les donneurs d'organes doivent être impérativement disponibles en urgence

3. Procédure de passation :

Le marché est passé dans le cadre d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

4. Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire fractionné à bons de commande au sens des articles R.2162-13, R2162-14 et R2112-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché résultant de cette consultation comporte un montant minimum et un montant maximum en en valeur.

5. Allotissement : (Article L.2113-10 et Article L.2113-11 du Code de la Commande Publique)

Prestations divisées en lots :

☐ non ☒ oui

Lot n°1 : Location de trois automates en miroir réalisant entre autres les paramètres Toxo, Ag NS1 du virus de la Dengue

Lot n°2 : Location d'un automate réalisant entre autres les paramètres CMV, Parvo B19, Quantiféron - TB

Lot n°3 : Location d'un automate réalisant les paramètres HCV, HBs, HBc, HAV HTLV

Lot N°4 : Location d'un automate réalisant les sérologies arbovirus (WNV, Dengue Chikungunia et Zika)

6. Durée du marché

La durée du marché cité en objet est de 4 ans à compter de la date de notification

Les notifications du marché et des informations seront valablement réalisées par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

7. Variantes

Les variantes sont autorisées.

8. Prestations Supplémentaires éventuelles obligatoires

☒ non ☐ oui

9. Prestations supplémentaires éventuelles Facultatives

☒ non ☐ oui

10. Prestations supplémentaires éventuelles libres

☒ non ☐ oui

11. Date prévisionnelle de début des prestations

Juillet 2025

12. Délai minimum de validité des offres

180 jours à compter de la date limite de réception des offres

13. Date et heure limite de réception des candidatures et des offres

Le 09/05/2025 à 12h00.

SECTION III –CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1. Négociation

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de négocier les offres. Elle ne peut conduire à modifier substantiellement les caractéristiques ou les conditions d'exécutions du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de consultations.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de tous les candidats.

2. Lieu d'exécution ou de livraison

Val de Marne (FR 10)

3. Visite obligatoire

Pendant le délai de publication les opérateurs économiques doivent effectuer une visite obligatoire sur le site concerné pour connaître les différentes contraintes d'implantation et d'organisation du service

A l'issue de la visite sur le site, les opérateurs économiques feront signer à la personne en charge de celle-ci une attestation de réalisation de visite sur site, dont le modèle est joint au règlement de consultation.

La réalisation effective de la visite conditionne la validité de l'offre.

Chaque opérateur économique devra solliciter un rendez-vous auprès de l'ingénieur biomédical uniquement par courriel (Justine ROUILLARD, justine.rouillard@aphp.fr).

Il ne peut y avoir qu'une seule visite sur site par opérateur économique et la personne chargée du suivi de cette opération assurera le respect de cette règle.

Lors de la visite sur site, les opérateurs économiques ne peuvent poser que des questions relatives aux contraintes d'installation, livraison et d'implantation.

Les opérateurs économiques sont invités à signaler dans leur réponse, toute contrainte particulière de livraison et/ou d'installation (encombrement, contraintes techniques, dimensions des passages, place disponible, etc.). Toutes les contraintes omises par les opérateurs économiques dans son offre seront à sa charge.

4. Clause sociale

Sans objet

5. Matériels, accessoires et prestations annexes

L'opérateur économique doit lister tous les matériels, accessoires et prestations annexes susceptibles d'améliorer l'offre technique et indiquer leurs coûts et la garantie appliquée dans le bordereau de prix dédié.

Il est demandé aux opérateurs économiques d'être exhaustifs et précis dans leurs réponses.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non les matériels proposés. Il n'en sera pas tenu compte dans l'analyse des offres et ils ne seront éventuellement retenus qu'à l'issue du choix.

6. Acceptation du cahier des charges

La participation à la mise en concurrence vaudra acceptation sans restrictions des dispositions du présent règlement de consultation dont l'exemplaire original détenu par l'administration fera seule foi.

Le candidat est tenu de formuler une offre dans le respect des clauses du cahier des charges qui déterminent les conditions dans lesquelles l'accord cadre est exécutées.

Le cahier des charges s'imposant aux candidats, il n'a pas à être modifié ou complété en tant que tel.

7. Modification du dossier de consultation

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du CCTP, dans le cadre de l'offre proposée en solution de base. Ils doivent respecter l'intégralité des prescriptions.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, 15 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Ce délai de 15 jours commence à courir à partir de la date à laquelle les candidats recevront lesdites modifications.

Le représentant du pouvoir adjudicateur informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Lors de l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres devra être reportée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

8. Modalités de modification du marché en cours d'exécution :

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application des articles R.2194-1 et R.2194-2 du Code de la Commande Publique notamment pour des prestations ou fournitures complémentaires dont la nécessité apparaîtrait en cours d'exécution du marché ainsi que pour la modification de la clause de variation des prix en cas de survenance d'événements susceptibles d'altérer l'équilibre financier du marché.

SECTION IV –CONDITIONS DE PARTICIPATION

1. Candidatures

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir

adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli de l'opérateur économique toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Le candidat produit à l'appui de sa candidature le n° de référence attribué par la personne publique : HMN250003FRN.

a. Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Chaque candidat aura à produire les pièces suivantes :

- ⇒ Un DC1 lettre de candidature de la personne habilitée à engager la société
- ⇒ OU une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas auxquels renvoie aux articles L.2141-2 et L.2141-5 du Code de la Commande Publique
- ⇒ Un DC2 déclaration du candidat et en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager l'opérateur économique ;
- ⇒ Si l'opérateur économique est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- ⇒ Les attestations de régularité sociale attestant de la situation concernant leurs obligations déclaratives et de paiement en matière de cotisations et contributions sociales auprès de l'Urssaf, et les attestations de régularité fiscale justifiant la situation des impôts et taxes dus au Trésor public.
- ⇒ Un extrait K-Bis de moins de 3 mois ou toute pièce justificative équivalente, (accompagné le cas échéant d'un pouvoir ou d'une délégation au nom du signataire) ;
- ⇒ Pour les opérateurs économiques établis dans un Etat autre que la France, en vertu de l'article R.2143-9, il sera demandé de produire des documents listés à l'article R.2143-10. Ces documents seront accompagnés d'une traduction française certifiée conforme à l'original par un traducteur français ;
- ⇒ Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt de statuts transmis par le centre de formalités des entreprises.
- ⇒ Un DC4 en cas de sous-traitance, ou en cas de candidature sous forme de DUME :

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ses sous-traitant, un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant

b. Capacité économique et financière

Chaque opérateur économique, qu'il se présente seul ou dans le cadre d'un groupement, devra fournir :

- ⇒ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles.

Niveaux de capacité : Néant.

c. Capacité technique et professionnelle

Chaque opérateur économique, qu'il réponde seul ou dans le cadre d'un groupement, devra produire :

- ⇒ Une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- ⇒ Une liste des effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années

Niveaux de capacité : Néant.

d. Autres documents

- ⇒ Une copie de la police d'assurance de responsabilité civile de l'année en cours,
- ⇒ Une attestation de visite obligatoire

2. Groupements des opérateurs économiques

L'opérateur économique peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés dans le Règlement de consultation.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à présenter, pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité d'opérateur économique individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s).

Communications et échanges d'informations par voie électronique

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

OU

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire dans les conditions des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la Commande Publique.

Un opérateur économique ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Concernant les documents techniques permettant de vérifier la conformité des offres par rapport au CCTP, les candidats sont invités à fournir des renseignements suffisamment explicites.

3. Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique.

Cependant selon les dispositions de l'article L.2193-2 du Code de la Commande Publique, le Titulaire demeure personnellement responsable, de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

4. Prise en compte des capacités d'autres opérateurs économiques

Pour justifier de ses capacités, l'opérateur économique, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas, conformément à l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux opérateurs économiques aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs, l'opérateur économique produit les mêmes documents concernant ce ou ces opérateurs économiques que ceux qui sont exigés de lui par le pouvoir adjudicateur. Il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques en apportant la preuve qu'il en dispose, par un engagement écrit.

5. Offre technique et financière

✓ Documents obligatoires

- ⇒ Les documents techniques
- ⇒ Le questionnaire technique dûment complété et signé par une personne habilitée à engager la société
- ⇒ L'acte d'engagement complété et signé par une personne habilitée à engager la société
- ⇒ Les annexes financières dûment complétées signées par une personne habilitée à engager la société

✓ Documents complémentaires souhaités

- ⇒ Un exemplaire du **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) et du **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP), signés à la dernière page par une personne habilitée à engager la société
- ⇒ Un **relevé d'identité bancaire** ou **postal** ou équivalent
- ⇒ Un exemplaire de **facture vierge**
- ⇒ Le marquage CE et normes en vigueur

L'opérateur économique pourra, en outre, joindre tous les documents qu'il jugera utile de communiquer au pouvoir adjudicateur dans le cadre de son offre.

SECTION V – MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

1. Retrait

Les documents sont accessibles gratuitement uniquement par voie électronique via la plateforme des achats de l'Etat PLACE.

2. Mode de transmission

Les candidats devront obligatoirement déposer leurs candidatures et leurs offres par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat.

Les offres sous format papier envoyées par voie postale, courriel ou déposées ne seront pas ouvertes.

Les opérateurs économiques devront obligatoirement déposer leurs candidatures et leur offre par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE

Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée de deux dossiers intitulés :

- « Candidature » comprenant les éléments demandés à la section IV paragraphe 1
- « Offre technique et financière » comprenant les éléments demandés à la section IV paragraphe 5

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, l'opérateur économique doit tenir compte des indications suivantes :

L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE ;

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les documents suivants : acte d'engagement, annexes financières et questionnaire technique doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

3. Transmission par voie dématérialisée

Les plis électroniques devront impérativement être déposés sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> à la date et heure limite indiquées en page de garde.

Pour répondre sous forme dématérialisée, l'opérateur économique doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> et la personne habilitée à engager l'opérateur économique doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexes financières et questionnaire technique) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuel et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES

La seule signature du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le (**) du RGS.

Les certificats (RGS) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat membre de l'UE)

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord- cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des

opérateurs économiques. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, il faudra en plus utiliser l'outil de co-signature comme indiqué à la section IV paragraphe 2.

Lors de son dépôt, l'opérateur économique doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre de l'opérateur économique doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Néanmoins, si l'opérateur économique utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

L'absence de mode opératoire entraînerait l'élimination de l'opérateur économique.

Après la préparation des fichiers, les opérateurs économiques se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les opérateurs économiques signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrage de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet de l'opérateur économique et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par l'opérateur économique par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Copie de sauvegarde

Lorsque l'offre est envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'article R.2132-11 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant :

- La mention « Copie de sauvegarde » ;
- Le numéro et l'intitulé de la consultation ;
- Le nom du candidat auxquels elle se rapporte

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique, doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante et **avant la date et l'heure limite indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation.**

**Hôpital Henri MONDOR
Direction Générale**

Cellule Unique des Marchés
1 rue Gustave Eiffel
94010 CRETEIL CEDEX

Horaires : 09h-12h et 14h00-16h

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque les HUHMs ont détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues aux HUHMs dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais.

SECTION VI-EXAMEN DE LA CANDIDATURE

Si le pouvoir Adjudicateur constate que des pièces dont la production étaient réclamées sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

Si un candidat ne complète pas dans le délai imparti sa candidature est éliminée.

En cas de groupement la recevabilité de la candidature est analysée pour chaque opérateurs économiques, que le groupement soit conjoint ou solidaire, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.

SECTION VII-EXAMEN DE L'OFFRE

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-9 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres prévu à l'article R.2152-6 du Code de la Commande Publique.

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

Le représentant du pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur les critères de la pondération suivante :

- **Critères Techniques (55 % de la note globale)**
 - Sur la base du questionnaire technique et de la documentation fournie en réponse au cahier des charges (cf. Article 3 – Description du besoin)
- **Critère Prix (Coût de la location et d'exploitation) (37% de la note globale)**
- **Critère Support SAV (5 % de la note globale)**
- **Critère Développement Durable (3 % de la note globale)**

L'opérateur économique s'engage à respecter toutes les obligations du titulaire le cas échéant.

Au vu des critères pondérés, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des candidats par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse c'est-à-dire la mieux classée.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seraient constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme non cohérente.

Une offre peut être déclarée inacceptable si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas à l'Assistance Publique de la financer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer la consultation sans suite.

SECTION VIII-MODALITES DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, qui leur seraient nécessaires les candidats devront faire parvenir au plus tard avant la date limite de réception des plis, une demande écrite via la plateforme PLACE dans la limite de 10 jours avant la date de réception des offres.

Conformément à l'article R.2132-6 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter aux opérateurs économiques, 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des offres, des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Cette réponse de demandes de renseignements complémentaires sera alors adressée, à tous les candidats ayant retiré le dossier, avant la date limite de remise des offres.

La réponse sera effectuée via la plateforme PLACE.

Si la date de remise des offres est reportée, la date limite de réponses aux questions et le cas échéant la date limite de remise des questions sera reportée d'autant.

SECTION IX : INFORMATIONS DES CANDIDATS SUR LE RESULTAT DE LA CONSULTATION

Conformément à l'article L.2181-1 du code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur avise par courrier dématérialisé dès qu'il a fait son choix, les candidats qui n'ont pas été retenus, des motifs du rejet de leurs candidatures ou de leurs offres.

SECTION X : AUTRES RENSEIGNEMENTS

1. Nomenclature

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés)	
Objet principal :	38434580 -5

2. Remise d'un devis descriptif et estimatif détaillé

☐ non ☒ oui

3. Application de l'article R.2113-7 du Code de la Commande Publique

☒ non ☐ oui

4. **Présentation**

☐ non ☒ oui

5. **Démonstration**

☒ non ☐ oui

6. **Cautionnement et garanties exigés :**

I) Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie.

II) Le versement de toute avance supérieure à 30% de l'assiette retenue est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande par le Titulaire, auprès d'un organisme de crédit agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionné à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier.

Le montant de la garantie correspond au montant de l'avance qui a été fournie par l'AP-HP au Titulaire.

Sous réserve de l'accord de l'AP-HP, le Titulaire pourra substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire.

7. **Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent**

Les dépenses relatives au paiement des prestations du marché seront imputées sur le budget des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Les fournitures et prestations objets du marché sont traitées à prix forfaitaires. Les prix sont fermes.

Les conditions de versement d'une avance sont celles prévues aux articles L.2191-2 et L.2191-3 du code de la Commande Publique. Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le délai global de paiement ne peut excéder 50 jours conformément à l'article L.2192- 10 du Code de la Commande Publique et textes réglementaires Le titulaire est payé par virement administratif.

8. Procédures de recours

Instance chargée des procédures contentieuses :

Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F75181 Paris ;

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr . Tél : 01 44 59 44 00.

URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/> Télécopie : 01 44 59 46 46.

Télécopie Référé Contractuel et Précontractuel : 01 44 59 46 46.